

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 17 au 23 juin 2019

édito :

**appel du Parti communiste français
construisons une union populaire
qui porte un nouvel espoir pour la France**

articles :

AÉROPORTS DE PARIS

un service public national

MUNICIPALES

nos élus.e.s constituent un véritable atout

GAZA

**Macron doit refuser
le chantage de Trump à la famine**

Appel du Parti communiste français

Construisons une union populaire qui porte un nouvel espoir pour la France

Les élections européennes achevées, le président de la République prétend aggraver sa politique au service des ultrariches. Le droit à la retraite et celui des privés d'emplois à être correctement indemnisés sont dans son collimateur. La santé, le transport ferroviaire public, l'Éducation nationale font les frais de sa volonté de déréguler et privatiser. Il laisse s'opérer des plans de ciements et autres opérations financières menaçant ce qu'il demeure de notre industrie, et il ne se préoccupe d'écologie que le temps des discours.

La colère est toujours aussi forte, l'espoir que cela change aussi. Il n'en est que plus grave que ce pouvoir arrogant veuille réorganiser la vie politique française autour de son face-à-face avec l'extrême droite. Ce jeu cynique installe le parti de la haine en alternative aux choix gouvernementaux, il fait courir un terrible danger à la République. Jamais le pays n'a eu autant besoin d'une gauche de combat, qui reprenne l'initiative à M. Macron et empêche l'extrême droite de réaliser un hold-up sur l'exaspération populaire. Jamais notre peuple n'a été à ce point orphelin d'une perspective de transformation sociale, d'égalité et de fraternité, de démocratie et de restauration des équilibres écologiques détruits par un capitalisme avide.

Le Parti communiste français s'adresse donc aux hommes et aux femmes soucieux d'ouvrir un débouché à la hauteur de leurs aspirations et de leurs engagements, mais aussi à l'ensemble des forces de gauche et écologistes, aux organisations syndicales et au monde associatif, aux collectifs de citoyen·ne·s. Ensemble, il nous appartient de nous rassembler, sans exclusives ni volonté hégémonique de quiconque, sur des contenus qui portent une volonté d'alternative s'attaquant pouvoir du capital. De ne pas nous contenter de discussions de sommet, mais de mener des combats communs qui permettent de faire reculer les puissances d'argent et d'arracher des victoires. D'en appeler à l'implication de toutes et tous.

Nous pouvons ainsi, nous devons nous unir pour une autre réforme des retraites assurant justice et progrès pour chacun et chacune, gagner le référendum contre la privatisation d'Aéroports de Paris, mobiliser contre la vie chère et la hausse des tarifs de l'électricité, obtenir un vrai plan d'urgence pour nos services publics, faire de la reconquête industrielle une grande priorité nationale, agir pour l'augmentation des salaires et des pensions, faire avancer des mesures ambitieuses pour le climat, lutter pour la justice fiscale. Nous pouvons, dans les communes et les quartiers, sur les lieux de travail et d'études, favoriser l'initiative populaire, permettre à chacune et chacun de prendre la parole et de peser, sur les choix de batailles à mener autant que sur les propositions à mettre en avant, afin que leurs exigences se trouvent prises en compte. Les élections municipales seront également l'occasion de mettre en échec le pouvoir macronien, la droite et l'extrême droite dans le plus grand nombre de villes. Elles doivent assurer de larges majorités à des politiques de gauche novatrices.

Pour ce qui le concerne, le Parti communiste français met en débat ses dix propositions pour la France. C'est sa contribution à la libre discussion et à l'action qu'il nous faut désormais organiser partout. Pour faire émerger un projet partagé, il portera ses propositions dans les initiatives allant dans ce sens et engagera lui-même les démarches nationales pouvant favoriser le

rassemblement. Travaillons à l'union populaire qui pourra demain changer le destin de la France ≥

un service public national

Macron tient particulièrement à son projet de privatiser les Aéroports de Paris (ADP) – Roissy-Charles de Gaulle (CDG)/Orly et Le Bourget- où l'Etat reste actionnaire à 50,6%.

Il est vrai qu'il avait déjà suivi la privatisation des aéroports de Lyon, de Toulouse et de Nice. Et il avait avancé l'idée de privatiser ADP, alors qu'il était ministre de l'Economie, à deux reprises, en 2014 et 2015. C'est ce que nous apprend un ouvrage récent de l'ancien secrétaire d'Etat (PS) aux transports. A l'Elysée, le président de la République a fait suivre ce dossier par son secrétaire général et par l'ancien trésorier d'En marche.

Pourtant, ce projet a suscité une très large désapprobation. Au point que 248 parlementaires de droite et de gauche, en avril dernier, dont les élus communistes, ont demandé la tenue d'un référendum d'initiative partagée (RIP) pour faire reconnaître le caractère de « service public national » des aéroports parisiens.

Le PCF avait dénoncé cette privatisation d'ADP, qualifiée d'« erreur politique, stratégique et économique portant préjudice à toute la Nation ».

Le 9 mai, le Conseil constitutionnel a admis la recevabilité de ce référendum. C'est une claque magistrale pour le chef de l'Etat et « une décision favorable à la démocratie, s'était félicité le groupe communiste. (Elle) donne au peuple souverain toute la place qu'il mérite ».

Peu après la décision du Conseil constitutionnel, la Cour des comptes a émis des réserves sur l'utilisation des sommes dégagées par une privatisation...

ADP est ce qu'on appelle un actif stratégique : 100 millions de passagers par an, des rentrées d'argent pour la collectivité (173 millions d'euros l'an dernier), des moyens technologiques appréciés, une activité commerciale importante, des terrains et une réserve foncière... Le mensuel *Le Monde diplomatique* montre comment sont à la manœuvre divers réseaux, ceux de la Caisse des dépôts (proches de Macron), ceux de la République en marche (inféodés à Macron), le fonds Ardian (ami de Macron)... Il y a comme un fumet de conflit d'intérêt...

Le référendum doit faire obstacle à cette braderie. La bataille est lancée. Autrement dit la collecte des 4,7 millions de signatures nécessaires dans un délai de neuf mois. Avec l'appui de ses forces militantes, le PCF entend y prendre toute sa part ≥

MUNICIPALES

nos élu.e.s constituent un véritable atout

Le second point à l'ordre du jour de la réunion des secrétaires départementaux du 6 juin dernier portait sur la préparation des municipales.

**Rapporteur Pierre Lacaze, responsable
des élections du PCF. Extraits.**

Le rapporteur propose « un échange sur les contenus que nous souhaitons porter pour les municipales, sur la stratégie du Parti en lien avec les réalités locales et la situation nationale issue du résultat des européennes, sur notre calendrier et une méthode de travail entre le secteur élections – national – et les départements ». L'objectif ? C'est « le maintien de notre influence dans nombre de municipalités, avec un.e maire communiste, ainsi qu'en nombre d'élue.s dans des majorités ou dans l'opposition au niveau des villes, des inter-communalités, jusqu'aux métropoles, et dans le même temps regarder les reconquêtes possibles ou les conquêtes ». Il commence son intervention par la question des contenus, « premier élément pour la constitution de nos listes » : défense de la commune, égalité des territoires, solidarités. « Nos élu.e.s sont de toutes les luttes et solidarités sociales, sociétales et internationalistes, qu'il s'agisse des expulsions, des coupures de gaz et d'électricité, de l'aide aux sans-papiers, de la défense de l'emploi et des services publics, du développement industriel, de la protection de l'environnement, de l'accès à la culture pour tou.te.s, de l'engagement féministe. De même que sur le logement social que nous voulons défendre ou sur la mobilité où nous voulons tendre vers la gratuité des transports en communs dans les agglomérations ».

Question stratégie, « notre démarche, c'est le rassemblement du plus grand nombre de citoyen.ne.s et de forces de gauche, notre volonté de prise en compte des enjeux sociaux, démocratiques et écologiques pour battre la droite LREM et LR et pour faire face au danger du RN. [...] L'évolution des lignes de forces à droite, la forte structuration sur l'ensemble du territoire du Rassemblement national, sont des données pour les élections municipales et constituent un danger réel de victoires de LREM ou du RN, y compris dans nos villes, mais peuvent constituer aussi des situations où des listes rassemblées à gauche pourraient réaliser de futures majorités face aux divisions à droite ».

Revenant sur le résultat des européennes, il poursuit : « Le fait même d'avoir mené cette campagne, la mobilisation et l'organisation des communistes, la visibilité du PCF, le courant d'intérêt et de sympathie important, même s'il ne se retrouve pas dans le vote, constituent des atouts pour les municipales. Notre score insuffisant doit aussi se valoriser

au regard des 6 % du PS et de la FI, des 3 % de Génération.s et des 13 % d'EELV. En considérant que notre ancrage territorial, même mis à mal en 2014, est une réalité favorable pour les municipales. Et nous restons dans beaucoup de villes dans le cadre de rassemblements à gauche, notamment avec le PS, EELV ou le PG-FI. [...] Je ne développe pas sur les suites des européennes et sur les appels qui arrivent ou qui arriveront pour la recomposition à gauche. Nous aurons à être vigilant.e.s et à prendre nous-mêmes des initiatives, notamment sur la question du rassemblement. En même temps, les élections municipales ne seront pas le copié-collé des européennes et nous-mêmes, comme le PS ou les Républicains, devrions profiter de l'implantation de nos élu.e.s. Nos maires, au-delà des résultats, ont toujours un avantage. Nous sommes dans une situation où le maire et les élu.e.s municipaux.ales conservent toujours une meilleure perception des électeurs et des électrices par rapport aux autres élu.e.s, mais ils et elles sont de plus en plus fragilisés.e.s [...] Nos élu.e.s constituent un véritable atout dans les villes, qu'ils soient ruraux ou urbains, la préparation du Congrès de l'ANECCR, début octobre, doit nous aider, ainsi que le document élections municipales 2020, édité en avril par l'ANECCR, à mettre en avant nos propositions et savoir-faire. Nous devons achever ou poursuivre la désignation de chef.fe.s de file dans le plus grand nombre de villes ou de têtes de listes du PCF dans nos villes. Avec l'objectif au CN du 15 juin, ou à celui de septembre avant la Fête de l'Humanité, de valider ces choix locaux dans les villes de plus de 20 000 habitant.e.s ».

Le PCF, dit le rapporteur, va avoir des rencontres bilatérales, si possible d'ici le 15 ou la fin juin, avec le PS, EELV, la FI et Génération.s, voire d'autres formations politiques. « [...] Nous pouvons, face au danger du RN ou des victoires de LREM, porter l'idée du maintien dans nos villes de majorités avec un.e maire communiste sur la base d'un projet de rassemblements citoyens soutenus par les forces de gauche, dans une démarche participative. Nous devons répondre à cette question du rassemblement, très présente dans l'électorat de gauche. [...] Plus que les européennes, ces élections vont constituer un point névralgique pour la représentation politique, les villes gagnées aident sur les cantons et la situation des départements marquera l'avenir des régions. Dans une perspective difficile pour nous de réduction du nombre de parlementaires, le poids de notre représentation locale sera important pour construire à la fois la visée et la visibilité du PCF. Notamment dans les agglomérations ou métropoles où nous devons veiller à notre représentation

≥

GAZA

Macron doit refuser le chantage de Trump à la famine

« Si nous ne pouvons collecter au moins 60 millions de dollars pour ce mois de juin, notre capacité à fournir de la nourriture à plus d'un million de réfugiés palestiniens à Gaza, dont près de 390 000 en pauvreté absolue (avec 3,5 dollars par jour) et 620 000 en situation de pauvreté abjecte qui tentent de survivre avec 1,6 dollar par jour est profondément remis en cause ».

Cet appel de l'Office des Nations unies d'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA) signifie que la famine va sévir dès maintenant à Gaza. Un effondrement prévisible de cette prison à ciel ouvert pour près de 2 millions de personnes.

Ceci n'est pas un hasard : en supprimant la quote-part des États-Unis, Donald Trump a signifié le chantage à la mort aux Palestiniens : soit ils acceptent l'abandon définitif de leur droit internationalement reconnu à un État dans les frontières d'avant l'occupation israélienne de 1967, soit ils mourront de faim et de misère. Ceci fait partie du grand marchandage « the Deal of the century » que le président

des États-Unis tente de vendre aux pays arabes : un plan qui prévoit que, en échange de centaines de millions de dollars, fournis par ces mêmes pays, le peuple palestinien soit définitivement dispersé - privé de toute existence juridique en tant que telle tant en Cisjordanie qu'à Gaza - notamment en Jordanie, en Égypte et au Liban.

La France a la possibilité d'arrêter ce processus destructeur en ne prêtant pas la main aux manœuvres conduites par Jared Kushner pour le compte de son beau-père, président des États-Unis.

Aujourd'hui, à l'occasion de la commémoration du 75^e anniversaire du Débarquement allié, Emmanuel Macron doit rencontrer Donald Trump. Il est essentiel que le président français exige de son interlocuteur qu'il impose à Netanyahu l'arrêt immédiat du blocus criminel de Gaza, ainsi que l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie. Plus largement, il est urgent que le gouvernement français reconnaisse l'État de Palestine comme l'ont demandé dès décembre 2014 les deux chambres du Parlement français.

Afin de faire de la parole des actes, notre pays doit cesser toute coopération militaire avec le gouvernement israélien et demander à l'Union européenne de suspendre enfin l'accord d'association avec Tel Aviv ≥